

L'AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE

B U L L E T I N

DE L'ASSOCIATION FONDÉE EN 1949

19ème année - N° 4

Octobre - Novembre 1968



COMPTE COURANT POSTAL : 4109.92 PARIS

Prix du numéro = 1 F

Abonnement d'un an = 5 F

1918 - 1968

Pour la première fois depuis 1948, le 28 octobre a été célébré en Tchécoslovaquie et dans les ambassades tchécoslovaques à l'étranger. Nous n'avons fait, quant à nous, que suivre la tradition, notre association n'ayant jamais failli à ce que depuis sa fondation, elle considère comme l'un de ses premiers devoirs, la fidélité à l'esprit de la République de Masaryk. Mais nous avons été particulièrement heureux de voir se joindre à nous, pour ce Cinquantenaire coïncidant avec les événements que l'on sait, les grandes associations tchécoslovaques libres de France, le Sokol, les Volontaires, les Légionnaires. La salle du Musée social était trop petite pour contenir tous ceux, Français et Tchécoslovaques, qui avaient voulu participer à cette manifestation dont l'O.R.T.F., dans la journée du 28 octobre, diffusé les phases essentielles en direction de la Tchécoslovaquie et dont nous donnons ci-dessous un résumé rapide.

L'allocution du Président

Après avoir souligné le fait que le 28 octobre 1968 n'est pas un 28 octobre comme les autres, le Général FLIPC, président de l'A.F.-T., a tenu à saluer la présence de plusieurs personnalités, Mesdames les Générales FAUCIER et POHUNEK, Madame RIPKA, veuve de l'ancien ministre, de Monsieur Jacques EISENMANN, fils de l'ancien chef de la Mission universitaire française en Tchécoslovaquie, à excuser le Général d'Armée COCHET souffrant et à évoquer la mémoire de nos amis récemment disparus, Madame la Générale COCHET, Madame VIACH - MAGNARD, le Général COGNY, le Colonel MONZER, ainsi que celle du Professeur Alfred FICHELE, ancien directeur de l'Institut français de Prague. Il s'est ensuite exprimé en ces termes :

"Le 30 juin 1918, au lendemain du jour où le gouvernement français venait de reconnaître le Conseil national comme gouvernement officiel du futur Etat tchécoslovaque, le sous-lieutenant KLEINBERG - présent aujourd'hui parmi nous - recevait à Darney, devant le front des troupes et des mains du Président POINCARÉ, le premier drapeau aux couleurs nationales. C'était l'aboutissement des efforts menés depuis plus de dix ans, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, par une poignée de patriotes, le professeur T.G. MASARYK, son élève Edvard BENES, le Slovaque Milan Ratislav STEFANIK, les députés Karel KRAMAR, SVEHLA, RASIN, SOUKOFF, SKROBAR... Mais il fallait quatre mois encore de sacrifices pour que les peuples tchèque et slovaque recouvrent l'entière liberté qu'ils avaient perdue depuis trois siècles.

Les défaites des Austro-Allemands allant s'accroissant, la tension monte dans les esprits, le 28 octobre 1918, Prague, dont l'exemple sera bientôt suivi dans les grands centres de Bohême, de Moravie, de Slovaquie, se soulève. Les garnisons qui les occupaient sont désarmées, les Sokols s'emparent de tous les bâtiments officiels et notamment l'ordre, un Conseil national provisoire est constitué qui, à l'unanimité, désigne comme Président

de la République T.G. MASARYK alors en Amérique.

L'armistice du 11 novembre qui met fin aux hostilités va permettre le retour des combattants - légionnaires de France et d'Italie, ultérieurement de Russie - le retour des troupes territoriales et des prisonniers, et le 21 décembre l'entrée du Chef de l'Etat descendant au milieu d'une foule ivre de joie la Place Venceslas pour gagner par la Ferdinandova, fraîchement débaptisée, par le Pont Charles et par la Place de Mala Strana, le château des rois de Bohême sur lequel flotte fièrement désormais le drapeau présidentiel frappé aux armes réunies des quatre provinces qui constituent l'Etat.

Vous connaissez la suite. Pendant vingt ans, sous la sage direction du Président MASARYK puis, à sa mort, le 14 septembre 1937, sous celle de son proche collaborateur le Président BENES, la Tchécoslovaquie donnera au monde l'exemple d'un pays stable et prospère, acquis aux idées de progrès, jusqu'au jour où, abandonnée par ses alliés, elle subira les conséquences du diktat de Munich, deviendra un protectorat allemand et ne recouvrera sa liberté, une liberté surveillée, qu'en 1945 après la défaite de l'Allemagne.

Depuis 1948 le 28 octobre avait cessé d'être commémoré officiellement. Il l'est aujourd'hui à nouveau, avec plus de ferveur encore car Tchèques et Slovaques, conscients de leur longue histoire, savent que la force ne primera pas toujours le droit, qu'à la fin triompheront la justice et la liberté et que, quoi qu'il arrive, toujours la Vérité vaincra."

L'exposé de Madame Bělehradkova

Mme BĚLEHRADKOVA, Conseiller culturel du Sokol de Paris, prenant la parole après le Général FLIPO, rappelle que le Président MASARYK estimait, en 1918, que la République tchécoslovaque avait besoin de vingt à cinquante ans pour s'établir solidement, du fait notamment de la coexistence à droits égaux sur son sol non seulement des Tchèques et des Slovaques mais des Allemands et des Hongrois, et qu'à deux reprises depuis la mort du grand homme d'Etat la liberté a éprouvé de graves atteintes. Puis elle évoque le climat des premiers mois de 1918, la déclaration du Jour des Rois, la Proclamation du 13 mars, la commémoration, en mai, de la pose de la première pierre du Théâtre national, alors qu'au delà de l'Atlantique le Président WILSON énonçait ses quatorze points et que les représentants des organisations tchèques et slovaques réunis à Pittsburgh en présence de MASARYK décidaient la réunion de leurs pays en un Etat indépendant. Et tandis que l'Empereur CHARLES s'efforçait de sauver l'Autriche - Hongrie par sa transformation en un Etat fédéral et amnistiait les hommes politiques tchèques que la mort de FRANÇOIS-JOSEPH avait seule préservés de l'exécution à la fin de 1916, le Dr BENES, secrétaire du Conseil national tchécoslovaque, annonçait la constitution à Paris d'un gouvernement provisoire tchécoslovaque et, quatre jours plus tard, le 18 octobre, à Washington, T.G.M. proclamait l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Comme la défaite militaire et la situation économique imposaient à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie d'accepter les 14 points du Président WILSON, ce dernier confirma solennellement la naissance de l'Etat tchèque et de l'Etat yougoslave après celle de l'Etat polonais. Dans la nuit du 27 au 28 octobre, ANDRASSY, ministre des affaires étrangères de la Double-Monarchie, admettait que ces peuples avaient le droit de disposer d'eux-mêmes; la nouvelle s'en répandait dans Prague dès la matinée du 28 et ce furent des manifestations inoubliables au cours desquelles le Sokol joua le rôle important déjà rappelé par le Général FLIPO. Un Comité national, composé des représentants des partis politiques, prenait de son côté les mesures nécessaires au fonctionnement du nouvel Etat; le 30, la Slovaquie se prononçait pour l'Etat tchécoslovaque unifié et, en novembre, le Conseil national des Ruthènes de Hongrie proclamait le rattachement de la Russie subcarpathique.

Mme BĚLEHRADKOVA retrace alors le remplacement, à la mi-novembre, du Comité national par l'Assemblée nationale révolutionnaire des députés tchèques et slovaques, la formation du premier gouvernement présidé par le Dr KRAMAR, la déchéance de la dynastie des Habsbourgs, l'instauration de la République, l'élection de Thomas Garrigue MASARYK et elle souligne l'importance du rôle joué par l'armée dans la naissance de la Tchécoslovaquie indépendante. C'est l'évocation de la Compagnie Na Zdar, de la Légion tchécoslovaque de Russie, constituée, après Zborov, en brigade, de la fameuse "anabase" de Sibérie, de la reconnaissance par la France d'une armée tchécoslovaque et, comme l'a fait le précédent orateur, de la prise d'armes de Darnay au cours de laquelle l'actuel président des Légionnaires de France, Gustav KIEINBERG, reçut du Président de la République française le drapeau du 21ème régiment tchécoslovaque.

En rentrant à Prague, à la fin de décembre, au milieu de l'enthousiasme populaire,

le Président MASARYK avait la pleine conscience de ses responsabilités et des difficultés de sa tâche. L'Assemblée nationale avait à bâtir le nouvel Etat, édifié sur les ruines de l'Autriche dont il devait supporter une partie des dettes de guerre. On ne peut qu'admirer le succès des réformes entreprises et apprécier à sa valeur le développement culturel et économique de la Tchécoslovaquie au cours des vingt premières années de son indépendance. Si, à la vue des catastrophes qui se sont abattues sur le pays en 1938, en 1948, en 1968, certains regrettent la disparition de l'Empire d'Autriche, il convient de rappeler que ce sont justement les Habsbourgs qui ont fait le malheur de la nation. La tragédie a été, pour cette dernière, de n'avoir jamais eu de dynastie sortie de son sein depuis l'extinction, en 1906, des Premyslides qui, d'une petite principauté, avaient su faire un royaume puissant. Vient alors le rappel des progrès néanmoins enregistrés sous le règne de Joseph II et des combats menés sous celui de François-Joseph sans que les efforts fournis aient pourtant abouti à la conquête des libertés essentielles et à la formation d'unités nationales possédant leur droit propre. Rappel également du développement progressif du communisme dès 1918 d'une part, depuis la fin de la seconde guerre mondiale d'autre part, jusqu'aux événements de février 1948 qui suivirent le bouleversement de la structure de l'Etat et l'institution du stalinisme avec tous ses procès et ses exécutions. Rappel enfin de la victoire de KUBSEK sur NOVOTNY en janvier dernier et de l'orientation du régime vers un socialisme fondé sur l'humanité et la démocratie, des revendications relatives à l'abolition de la censure, à la libération et à la réhabilitation des prisonniers politiques, de la reconnaissance du mouvement scout, des préparatifs pour une reprise d'activité du Sokol, signes d'un retour aux idéaux de MASARYK dont la tombe résonnait d'ailleurs un lieu de pèlerinage. Tout cela devait malheureusement aboutir à l'arrivée des chars soviétiques et au départ pour l'exil de milliers de gens, d'intellectuels principalement.

En terminant, Mme BERNIKOVA salue la mémoire de tous ceux qui ont souffert et qui sont morts pour la défense des droits du peuple tchécoslovaque. La devise russe du Président Libérateur "La Vérité vaincra" - si souvent rappelée par le Général PRASCHER - doit être une consolation dans le malheur national actuel, de même que nous devons trouver un reconfort dans la prédiction du plus célèbre de nos écrivains, Jan AMOS KOMENSKY : "Je crois que lorsque se sera écoulé l'ouragan de la colère divine, attiré sur nos têtes par nos péchés, le gouvernement de nos affaires se revivra, ô peuple tchèque!"

A l'écoute de Prague.

Après que le Président ait remercié la conférencière de cette attachante fresque historique et souligné toute l'espérance qui s'en dégageait, Madame VIRTUOSO interpréta une poésie extraite du recueil "Dmoch" de Josef HORA, "Zpěvrodné zemi", puis ce fut le tour de Madame BOCHET de lire les vers écrits par Raoul STIEHAN, en 1949, sous le titre "Espoir" et dont la conclusion rejoint la prédiction de KOMENSKY : "Courage, amis, le grand MASARYK veille sur le destin de son pays martyr; les temps viendront où vous verrez sortir de son sépulcre une aurore vermeille".

Un programme très heureusement composé par Monsieur FIEDLER permit ensuite à l'assistance, visiblement avide, d'entendre une sorte de reportage enregistré des événements d'août dernier puis de suivre, par la voix d'un artiste du Théâtre national aujourd'hui disparu, une promenade à travers Prague, toute pleine de poésie et agrémentée d'un accompagnement musical emprunté à Mozart, Dvorak, Smetana, Fibich et autres compositeurs célèbres. Leur rôle est lié à celui de la capitale tchécoslovaque.

o/c

L'audition du Křa domov mýj, du Nad Tatrou et de la Marseillaise termina cette réunion qui, en dépit des incertitudes actuelles, avait donné à chacun l'occasion de fortifier sa foi dans l'avenir d'une Tchécoslovaquie de nouveau libre et prospère.

M. L. B.

VOUS QUI ÊTES, DEPUIS LONGTEMPS, INSCRITS A L'AMITIE FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE
VENEZ A VOTRE ASSOCIATION LE NOUVEAU ADHERENTS :

L'INVASION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA PRESSE FRANÇAISE

La presse française a bien mérité du communisme car elle a réduit au strict minimum les dommages que l'invasion devait nécessairement lui infliger.

En se gaussant bruyamment de la bêtise de Breschnev, en brocardant la lourdeur patarde des hommes du Krouljin, en opposant l'efficacité militaire à l'indigence de la pensée politique, nos journalistes obtiennent un triple effet. D'une part, ils rassurent: comment avoir peur des Russes puisqu'ils sont aussi sots et que nous sommes si intelligents? D'autre part, ils disculpent le système soviétique en imputant l'invasion à la rencontre fortuite de quelques esprits obtus au sommet de la hiérarchie moscovite. Ce n'est plus le système qui est responsable mais un malheureux hasard qui ne saurait se reproduire de si tôt. A cette falsification il faut opposer le raisonnement suivant: la libéralisation de la Tchécoslovaquie menaçait l'U.R.S.S. de balkanisation; si les Ukrainiens, les Baltes, les Turkmènes obtenaient des libertés d'expression comparables à celles des Praguais, leur autonomie est pour demain et leur indépendance pour après-demain. On ne mesure pas suffisamment chez nous la disparate des ethnies qui composent l'Union soviétique. Seul un despotisme de type staliniste permet de réduire à l'unité un ensemble aussi hétéroclite. A ce despotisme le dogme de la dictature (du prolétariat) fournit une justification idéologique convenable. En troisième lieu enfin, le mythe de la balourdise moscovite permet d'introduire par la bande l'idée selon laquelle l'expérience tchécoslovaque ne menaçait pas les conquêtes du socialisme: "Fallait-il que les militaires soviétiques fussent bornés pour s'imaginer que le socialisme était en péril?" Or qui a lu le manifeste des Deux Mille Mots comprend que, livrée à elle-même, la libéralisation ne connaît pas de limites et qu'elle débouche tôt ou tard sur la reconquête des libertés économiques d'une part et le démantèlement de la classe ouvrière d'autre part (1). Propriété collective des moyens de production et dictature du prolétariat sont incompatibles avec le suffrage universel. Inversement en faisant grief à l'Armée Rouge d'être intervenue dans un pays frère alors que le socialisme y était plus avancé que jamais et le risque de contre-révolution nul, la presse française habillait ses lecteurs à l'idée que nos membres ne se soient avancés à l'invasion russe si le risque de "contre-révolution" avait été effectif. En d'autres termes, on propose l'idée que la contre-révolution est immorale par essence, voire criminelle, même si elle jaillit des profondeurs du peuple et qu'une nation qui renie le socialisme trahit la cause de l'humanité. La répression, même sanglante, même confiée à des armées étrangères, est alors le plus sacré des devoirs et l'Armée Rouge protège la naissance de l'Homme Nouveau. André Fontaine ne dit pas autre chose quand il parle, dans les colonnes du "Monde" de "ces deux aspirations fondamentales de l'âme humaine que sont la liberté et le socialisme". C'est proprement refuser la qualité d'être humain à quiconque n'a pas été touché par la grâce marxienne, c'est reléguer dans le troupeau des sous-hommes quiconque n'a pas encore compris qu'il suffit de changer le système de distribution des denrées pour supprimer les malheurs de la haine et les tourments de l'amour. Après la traite des vaches et la traite des noirs, la traite des non-socialistes entre dans le domaine du possible.

En créant la légende d'un Dubcek héros de l'indépendance nationale, la presse accreditait le mythe d'un socialisme épique bien fait pour échauffer l'imagination des intellectuels et des enfants: faut-il que le socialisme authentique (à la praguoise) réalise la vérité profonde de nature humaine pour que même l'irruption d'une armée de 650.000 hommes ne puisse le réduire au silence. Septembre 1968 apparaît dès lors comme une victoire du socialisme, mieux encore une victoire de l'esprit sur la matière, Esprit et Socialisme finissant par se confondre en une ténébreuse et fascinante unité. Or l'héroïsme de M. Dubcek nous paraît être de la même eau que celui de K. Kadar qui fut, en Hongrie, l'exécutant docile et diligent des instructions soviétiques après le soulèvement de Budapest en 1956. On oublie

(1) "Hane znovu možnost vzít do rukou naši společnou věc, ktera má pracovní název socialismus" (souligné par nous). "Nous avons retrouvé la possibilité de prendre en mains notre chose à tous que nous nommons socialisme à toutes fins utiles" (L'été des tanks, Paris 1968).

ou on ignore trop souvent que M.Kadar était ministre dans le gouvernement insurrectionnel, anti-soviétique, de Imre Nagy et qu'il a tenu de mâles propos pendant les journées décisives d'octobre 1956. On n'en veut de meilleure preuve que le rapport de la Commission d'enquête de l'O.N.U. où on lit (§285): "Il est prouvé que M.Kadar a collaboré très étroitement avec Nagy du 25 octobre au 1er novembre. Il s'est adressé à la population par radio avec lui le 25 octobre. Dans une déclaration du 26, il l'a reconnu pour chef. Le 30 octobre, date de son entrée au gouvernement, nouvelle allocution radiophonique commune. Le lendemain, il a participé à des entretiens entre Nagy et les représentants des conseils ouvriers et des comités révolutionnaires à la Chambre des Députés. Le 1er novembre, après la dénonciation du Pacte de Varsovie par Nagy, il participait à une entrevue de ce dernier avec Andropov, l'ambassadeur soviétique. On rapporte que Kadar a soutenu Nagy dans cette discussion et qu'il a dit à l'ambassadeur qu'il savait fort bien que son avenir était incertain mais qu'en tant que Hongrois il était prêt personnellement à la lutte, si nécessaire. Il aurait même dit: "Je descendrai dans la rue et affronterai vos blindés les mains nues." - Quatre jours plus tard, il créait un contre-gouvernement dévoué à Moscou. La même palinodie du "héros" s'observe dans le cas de Gomulka. Que reste-t-il du printemps en octobre célébré par les bandes polonaises en 1956 ? Les champions de l'indépendance nationale ne se dégraderaient pas si facilement en grands ducs du tzar rouge s'ils n'étaient pas dès l'origine ses complices. Avec Dubcek, la volte-face est moins brutale, la kadarisation de la Tchécoslovaquie est plus lente mais le résultat est le même. Le Kremlin fait exécuter ses oukases par des laquais auxquels il a préalablement donné le lustre de héros nationaux pour être sûr qu'ils seraient obéis.

La presse a été systématiquement aveugle à tous les indices de complicité entre les dirigeants tchécoslovaques et les envahisseurs:

a) les journalistes de l'Europe centrale et orientale en mission aux Etats-Unis savaient depuis la mi-juillet que l'invasion était inévitable et ils ont fait part de leur certitude aux journalistes occidentaux (le Monde, par exemple, qui a tenu cette information en réserve jusqu'à la fin août). S'ils étaient aussi bien informés, K. Dubcek ne pouvait l'être moins. Que n'a-t-il, dès lors, alerté l'opinion, chloroformée au contraire par tous les anesthésistes conjurés pour lui faire accroire qu'on n'était plus en 1956, que le communisme russe avait fondamentalement évolué et que seul un anticommuniste morbide pouvait affecter de redouter une intervention militaire ?

b) les stations d'écoute de l'OTAN ont constaté plusieurs heures avant l'invasion un silence complet des émetteurs tchécoslovaques. Les responsables des services de renseignement ont trouvé cet indice à ce point suspect qu'ils en ont aussitôt rendu compte à la Maison Blanche où on n'a pas su exploiter le renseignement. De fait, personne, à notre connaissance, n'en a donné ne fût-ce qu'un essai d'interprétation. Cette défaillance n'est pas imputable à une imagination débile mais à un refus concerté. Le silence de tous les émetteurs tchécoslovaques militaires à partir de 21 heures prouve en effet la complicité de très hautes autorités pragoises avec l'envahisseur. Cette mesure n'a pu être prise qu'à l'échelon de l'Etat-major national, Dubcek n'a pas pu ne pas en être averti. A quelle intention pouvait-elle répondre sinon celle d'empêcher que l'alerte ne fût propagée de proche en proche ? Il fallait empêcher qu'en aucun cas l'armée tchécoslovaque ne prit des dispositions de résistance.

c) Radio-Prague a annoncé l'invasion deux heures après les émetteurs français, qui étaient eux-mêmes en retard de plus de deux heures sur l'événement. Il eût été possible de l'annoncer à la Nation dès 23 h 30. Mais alors le bon peuple risquait de libérer l'aérodrome de Ruzyně qui n'était encore occupé que par de faibles effectifs soviétiques.

d) l'occupation de l'aérodrome de Ruzyně par l'équipage d'un seul avion de transport, sans coup férir, est inconcevable si on n'admet pas une extrême complaisance de la part du personnel tchécoslovaque de cet aérodrome. Ce personnel ne pouvait pas ne pas agir sur ordres.

e) les émetteurs "clandestins", les éditions "clandestines" de Rude Pravo étaient soumis à la tolérance soviétique. Même Le Monde a relevé cette anomalie: "Plus étonnant est la tolérance relative dont les forces d'occupation font preuve à l'égard de la presse. Plusieurs journaux ont pu sortir à Prague, à Brno où le Rude Pravo est sorti à 100.000

exemplaires, à Pilsen où une Pravda a pu être imprimée dans des locaux que les troupes soviétiques avaient d'abord occupés puis évacués" (25-26 août, p.1). C'est que les Russes avaient tout intérêt à laisser les moyens de communication de masse diffuser la légende du héros national Dubcek.

f) imagine-t-on le Général de Gaulle attendant paisiblement pendant cinq heures à l'Elysée qu'on vouille bien l'arrêter ? Telle fut pourtant la conduite de Dubcek, Cernik, Smrkovsky et Cisar.

g) a-t-on jamais vu quelqu'un s'évader des prisons soviétiques ? Comment s'expliquer alors l'évasion de Cisar ?

h) il est invraisemblable que les Russes n'aient pas réussi à constituer un gouvernement de collaborateurs. S'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils n'ont pas voulu, S'ils n'ont pas voulu, c'est que Dubcek était sûr.

i) la concentration des vivats sur les noms de Dubcek et de Svoboda ne pouvait être spontanée: on sait trop bien quelle est la débilité des hommes et le caractère persuasif des méthodes policières russes. La pente naturelle des citoyens les eût conduits à formuler des slogans qui fussent autant de mandats impératifs. Il fallait une savante orchestration pour localiser l'enthousiasme populaire sur ces deux noms. A s'égosiller pendant huit jours au cri répété de Dubcek-Svoboda, on s'interdit de protester contre toute mesure prise par l'un de ces deux hommes politiques et notamment contre le "compromis négocié" de Moscou.

j) Dubcek passait pour novotnyste au temps où il était de bon ton de l'être. Il était premier secrétaire du P.C. slovaque quand Novotny régnait à Prague. Il a passé toute sa jeunesse et fait toutes ses études en URSS qu'il n'a quittée pour la Tchécoslovaquie qu'à l'âge de 16 ans. S'il a une patrie, c'est l'URSS.

k) la quantité et la qualité des forces engagées par le Pacte de Varsovie étaient disproportionnées aux nécessités d'une mise au pas de la Tchécoslovaquie. Avec 650.000 hommes (chiffre annoncé par le Général Dzur), le corps expéditionnaire dépasse largement l'effectif engagé par la France pendant la guerre d'Algérie (et la proportion d'éléments non-combattants était beaucoup plus forte chez nous qu'elle ne l'est chez les troupes du Pacte de Varsovie dont le soutien logistique est celui d'une guerre de six jours). De même, les lance-fusées observés autour de Prague ne s'imposaient pas s'il ne s'était agi que de contraindre un gouvernement indocile. Les destinataires de ce spectacle n'étaient donc pas essentiellement en Tchécoslovaquie.

l) si Dubcek était bien l'insubordonné qu'on veut faire de lui, il n'était pas besoin d'une intervention militaire pour le faire rentrer dans le rang. Ma dépendance économique de la Tchécoslovaquie à l'égard de l'URSS est telle que la simple perspective d'un arrêt des approvisionnements en énergie, matières premières et blé aurait fait réfléchir les nationalistes les plus entreprenants et les plus insoumis. Tous les vaisseaux sanguins qui irriguent l'organisme tchécoslovaque sont orientés vers le Comecon; quand bien même l'Occident accepterait de prendre entièrement à sa charge les fournitures de la Tchécoslovaquie, il ne pourrait pas les acheminer. Les rares lignes de transport en direction de l'Ouest seraient immédiatement engorgées et la population serait vouée au chômage et à la famine.

L'objection qui vient tout de suite à l'esprit consiste à dire que c'est tout de même Dubcek qui a été l'âme de la libéralisation. Mais qui prouve que cette libéralisation elle-même ne fut pas décidée en accord avec Moscou ? L'histoire du communisme international nous livre d'autres exemples d'un tel machiavélisme. On connaît la campagne des Cent Fleurs en Chine communiste: du jour au lendemain, la liberté d'expression fut non seulement octroyée mais encore imposée; on enjoignit au citoyen de dire tout ce qu'il avait sur le coeur attendu, disait-on, qu'il y avait place pour cent fleurs dans le jardin socialiste et pas seulement pour la plus belle des roses. Ce fut un beau charivari. Quand les opposants se furent suffisamment démasqués, la répression s'abattit sur eux. La libéralisation à la Dubcek nous paraît procéder d'une intention différente mais tout aussi tortueuse. Il s'agissait de donner à l'URSS une occasion de montrer sa force sans avoir à s'en servir. Car, et c'est un journaliste soviétique qui nous l'apprend dans les colonnes du Monde (20 septembre 1968, p.2),

"cette démonstration de la force du socialisme affermira le prestige de l'URSS non seulement parmi les amis mais encore parmi les ennemis qui au fond respectent la force et seulement la force". Les Russes ont parfaitement conscience des forces centrifuges qui menacent l'unité de leur Empire. Pour les tempérer, il faut faire périodiquement un exemple destiné à rappeler qu'il y a un centre et où il est. Mais la leçon ne sera jamais moins coûteuse que si l'autorité centrale choisit elle-même le lieu et l'heure, suscitant elle-même la dissidence pour mieux la réprimer.

Un gouvernement communiste ne peut pas vouloir la libéralisation comme fin dernière car elle aboutit fatalement à le chasser du pouvoir. Si l'"Amitié franco-tchécoslovaque" a été si lente à prendre position sur l'"expérience Dubcek", c'est qu'elle nous était incompréhensible tant que nous ne disposions pas de la donnée de l'invasion soviétique. Comment un P.C. peut-il promouvoir une politique débouchant sur la renonciation au dogme du "rôle directeur du parti communiste" ? Telle était la question paralysante que nous nous posions et dont nous tenons maintenant la réponse. Il fallait justifier l'invasion pour rappeler que l'URSS est de ces forts qu'aucun scrupule n'empêchera jamais de faire usage de leur force (1).

Le romancier allemand Hans Carossa cite le cas de ce petit paysan à qui son père, suivant un rite irrévocable, administrait, tous les samedis, une magistrale râclée à coup de cravache, quel que fût par ailleurs le comportement de l'enfant pendant la semaine écoulée, et ce dans le simple but de lui inculquer le sens de la soumission. Les maîtres du Kremlin ne sont pas des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure et la connaissance qu'ils ont de la nature humaine ne doit rien au prisme déformant des humanités classiques. Ils savent que le couple insurrection-répression est inséparable de l'histoire des sociétés humaines et que la répression n'est jamais aussi sûre d'avoir le dernier mot que lorsque ses agents ont eux-mêmes provoqué l'ébauche ou le simulacre d'insurrection qui la justifie (2).

m) E. Benes, à qui beaucoup d'émigrés reprochent pourtant sa faiblesse de caractère, a démissionné plutôt que de signer la Constitution de 1948; Dubcek a signé l'accord légalisant l'occupation de son pays.

n) jamais le Parti communiste tchécoslovaque n'a joui d'un tel prestige auprès de la population. Même d'anciens opposants de droite qui ont souffert pour leurs convictions se sentent insultés lorsqu'on érot devant eux des doutes sur la pureté des intentions du Secrétaire général (3). Depuis la bataille de Moscou (II^{ème} guerre mondiale), le camp socialiste n'offrit jamais l'exemple d'une telle unité nationale en faveur du Parti communiste. L'invasion a sauvé le Parti communiste tchécoslovaque.

E.V. FAUCHER (1er octobre 1968)

(1) si demain nous apprenions que Moscou a obtenu la démission de M. Dubcek, la thèse de sa complicité avec le Kremlin ne serait pas pour autant infirmée. Les Soviétiques peuvent avoir intérêt à détronner un acolyte dont ils ont fait un héros du patriotisme, ne serait-ce que pour montrer qu'ils ont tous les pouvoirs et que nulle résistance nationale ne les arrête. La manœuvre d'intimidation serait ainsi portée à son terme et à sa perfection.

(2) Maurice Clavel est, à notre connaissance, le seul observateur qui ait refusé de joindre sa voix aux hymnes communément entonnés en l'honneur des dirigeants de Prague: "Cette résistance passive dont s'extasiaient nos journaux et notre télé, pour moi c'est un mot. Ce brave soldat Chveik présenté par leur radio libre comme un modèle ne me paraissait pas tout à fait approprié(...) La première annonce des négociations de Moscou m'a fait subitement froid. Des captifs ne négocient pas. Du moins leur seule carte était de dire aux Soviétiques: "Remplacez nous si vous le pouvez. Tuez nous. Trouvez des Quislings" (Le Nouvel Observateur, 2 septembre, p.28). Cette carte, ils ne l'ont pas jouée. Clavel ne se demande pas pourquoi.

(3) Nous en avons eu la preuve le 26 octobre, donc après la signature des accords légalisant l'occupation du pays. Il y a dans ce peuple un besoin de fierté nationale, jadis

largement satisfait par le prestige de Masaryk mais cruellement frustré depuis 1948. Or plus un besoin est frustré et moins il est difficile dans le choix de ses aînés.

AUTOUR DU CINQUANTENAIRE

x Nîmes avait signé en 1967 une charte de jumelage avec Prague. Une délégation pragoise est venue, le 13 octobre, offrir à la municipalité de Nîmes une reproduction du buste d'Ernest Denis enlevé par les Allemands pendant l'occupation.

x Trente jeunes Tchécoslovaques, élèves boursiers de leur gouvernement au Lycée Carnot de Dijon, se sont rendus, le 27 octobre, à Damrey où ils ont visité le musée tchécoslovaque et ont observé une minute de silence sur l'emplacement du monument détruit par les Allemands lors de la seconde guerre mondiale.

x Nous reproduisons ci-après le texte d'un article publié par le "Républicain lorrain" du 29 octobre et rendant compte de la manifestation organisée à l'Université de Strasbourg sur l'initiative de notre vice-président, M. Faucher :

" Le 23 octobre 1968 s'est déroulée au Palais Universitaire de Strasbourg, en présence de M. le Recteur de l'Université, une cérémonie de commémoration de la fondation de l'Etat tchécoslovaque.

Les représentants de l'Association des Volontaires tchécoslovaques en France et de l'Amitié franco-tchécoslovaque (Paris) ont déposé une gerbe devant la plaque commémorant la protestation des professeurs et étudiants de l'Université de Prague, alors citoyens de l'Autriche-Hongrie, contre l'attitude de ceux de leurs collègues qui avaient accepté des charges d'enseignement à l'Université de Strasbourg ville allemande.

Après le dépôt de la gerbe, M. E.-V. Faucher, maître-assistant à l'Université de Nancy, a prononcé l'allocution suivante :

" La figure historique de Saint Wenceslas, roi et patron de Bohême, a repris une valeur de symbole aux yeux de toute une jeunesse tchèque que l'on disait pourtant cynique ou désabusée. Pendant la semaine sanglante du 21 au 28 août 1968, c'est autour de la statue du Roi de Bohême, en haut de la Place Saint Wenceslas, que se rassemblaient jour et nuit les étudiants pragois pour manifester leur attachement à leur patrie. Hérisée de drapeaux, supportant une grappe humaine, la statue faisait penser à un navire de haut bord qui s'apprête à appareiller à la découverte d'un nouveau monde. Nous nous associons à cette résurrection de Wenceslas et nous rendrons hommage aux étudiants qui en furent les artisans en disant la prière à Saint Wenceslas rédigée par l'érudit tchèque Balbin à la fin de la Guerre de Trente Ans, au cours des heures les plus noires de l'histoire tchèque : " Saint Wenceslas ! Toi le premier et le plus grand des patrons de la Patrie tchèque ! Deviens Vratislas et redonne à tes Tchèques leur gloire ancienne ! Rends nous la place d'où, sans l'avoir mérité, nous déclinons, à cause de l'indifférence et de la méchanceté coupable des uns et de la servilité des autres. Toi, rempart et soutien de notre peuple ! Si nous devons périr, c'est toi qui souffriras notre perte. Tu attendrais en vain des nouveaux habitants le même hommage que celui que le pays tchèque te rend depuis des siècles, en signe de respect et d'amour. C'est pourquoi nous répétons notre humble prière : ne nous laisse pas périr, nous et nos descendants. "

x Le 27 octobre, Mgr Parolek a célébré une messe solennelle à la Chapelle du 128 de la Rue du Bac.

x C'est l'Association des Volontaires tchécoslovaques en France qui, le 28 octobre, a ravivé la Flamme sous l'Arc de Triomphe en présence de nombreuses délégations françaises et étrangères. " L'Amitié franco-tchécoslovaque " était représentée par son Président, le Général Flipo, et plusieurs membres de son Comité directeur.